

Conseil exécutif

Cent vingt-sixième session
Tolède (Espagne)

10-11 juin 2026

Point 9 de l'ordre du jour**Point de situation concernant les Membres**

CE/126/9(II)
Madrid, 8 mai 2026
Original : anglais

ONU Tourisme agit pour l'environnement. Tous les documents du Conseil exécutif sont consultables sur le site Web d'ONU Tourisme à l'adresse www.untourism.int/fr ou en utilisant le code QR sur cette page.



**Suspension de la qualité de Membre conformément à l'article 34 des Statuts
et demandes d'exemption temporaire de l'application du paragraphe 13 des Règles
de financement**

Résumé

Conformément à l'article 8.3 du Règlement financier, la Secrétaire générale transmet au Conseil exécutif des informations à jour sur les Membres visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts, en remerciant les Membres ayant fait les efforts nécessaires pour s'acquitter de leurs obligations financières et en rappelant aux Membres l'importance de régler leurs contributions dans les délais stipulés, afin d'éviter tout retard susceptible d'entraver l'exécution du programme de travail de l'Organisation.

PROJET DE DÉCISION¹

Point 9 de l'ordre du jour
Point de situation concernant les Membres
[document CE/126/9(II)]

Le Conseil exécutif,

Ayant examiné le rapport présentant des informations à jour sur les Membres visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement,

1. *Prend note avec satisfaction* des informations exhaustives figurant dans le document CE/126/9(II) et ses annexes ;
2. *Remercie* les Membres (effectifs et associés) ayant fait les efforts nécessaires pour s'acquitter de leurs obligations financières, prie instamment les Membres n'ayant pas encore honoré leurs obligations financières de prendre les mesures nécessaires pour régler leurs contributions de 2026 ainsi que les arriérés de contributions d'années précédentes, et leur rappelle de régler leurs contributions dans les délais stipulés à l'article 7.2 du Règlement financier ; et
3. *Appuie* le plan de paiement soumis par le Libéria, Membre effectif, conformément à la résolution A/RES/783(XXVI) de l'Assemblée générale, et recommande une résolution favorable de l'Assemblée générale à sa vingt-septième session à venir.

¹ Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil exécutif, voir le document des décisions publié à la fin de la session.

I. Membres visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts

1. Les tableaux à l'**annexe II.A** montrent les Membres effectifs visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts (dont les textes sont reproduits à l'**annexe I**) au 31 décembre 2025 (17 Membres effectifs, plus le Membre associé Aruba) et au 31 mars 2026 (23 Membres effectifs, plus le Membre associé Aruba). Ces derniers ont été privés des privilèges associés à la qualité de Membre sous la forme de services et du droit de vote à l'Assemblée et au Conseil.
2. Les dispositions de l'article 34 des Statuts s'appliquent, à compter du 1^{er} janvier 2026, au Membre effectif Togo, tandis que celles du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts s'appliquent à Antigua-et-Barbuda, au Bangladesh, au Bélarus, au Népal, au Nigéria et à la République populaire démocratique de Corée.
3. Le secrétariat a écrit à tous les Membres visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts, les priant instamment de régler leurs dettes ou de proposer des plans de paiement par versements échelonnés sur un certain nombre d'années en fonction de leur situation.
4. Le secrétariat, par l'entremise de ses départements régionaux et sous la supervision de la Direction, négocie activement avec les Membres effectifs et associés – aussi bien par voie de correspondance officielle que dans le cadre de discussions – concernant l'application de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts. Lors de ces négociations, les Membres sont invités instamment à régler leurs dettes impayées ou à proposer des plans de paiement par versements échelonnés sur un certain nombre d'années en fonction de leur situation.
5. Les actualisations par rapport au relevé précédent au 30 septembre 2025 [A/26/6(b) rev.2] et au 31 décembre 2025 concernant le montant dû par les Membres visés par les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts au 31 mars 2026 figurent à l'**annexe II.B**.

II. Membres bénéficiant d'une exemption temporaire de l'application de l'article 34 des Statuts et du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts

6. L'**annexe III** montre le degré de respect des conditions fixées par l'Assemblée pour les Membres ayant des plans de paiement convenus aux fins du règlement des soldes en souffrance et auxquels a été accordée une exemption temporaire de l'application des dispositions du paragraphe 13 et de l'article 34 des Statuts par l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session [Riyad (Arabie saoudite), 7-11 novembre 2025] au 31 décembre 2025 et au 31 mars 2026. À la demande des Membres cités dans ledit tableau, l'Assemblée générale a accepté, dans sa résolution 783(XXVI) aux **paragraphe 2 et 3** (extraits à l'**annexe IV**), de leur accorder une exemption temporaire de l'application des dispositions susmentionnées aux conditions suivantes : a) régler immédiatement la contribution de l'année en cours avant la session de l'Assemblée générale qui examine leur cas ; et b) respecter strictement le plan de paiement convenu pour le règlement des arriérés.
7. Conformément au **paragraphe 6** de la résolution A/RES/783(XXVI) (extraits reproduits à l'**annexe IV**), les dispositions de l'article 34 des Statuts et/ou du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts s'appliquent de nouveau, à compter du 1^{er} avril 2026, au Membre affilié Adventure Travel and Trade Association (ATTA).
8. Toutes les communications reçues de la part de Membres après la date du présent document demandant l'exemption temporaire des dispositions du paragraphe 13 des Règles de financement annexées aux Statuts devront être soumises au Conseil exécutif à sa présente session pour examen.

Annex I: Texts of Article 34 of the Statutes and paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes

Article 34 of the Statutes

1. Article 34 of the Statutes concerning the suspension of Members provides as follows:
 1. If any Member is found by the Assembly to persist in a policy that is contrary to the fundamental aim of the Organization as mentioned in Article 3 of these Statutes, the Assembly may, by a resolution adopted by a majority of two-thirds of Full Members present and voting, suspend such Member from exercising the rights and enjoying the privileges of membership.
 2. The suspension shall remain in force until a change of such policy is recognized by the Assembly.
2. At its seventh session, the General Assembly adopted the following resolution A/RES/217(VII) concerning the application of these provisions:

A/RES/217(VII)

Suspension of Members in arrears in the payment of statutory contributions: Article 34 of the Statutes

The General Assembly,

Considering decision CE/DEC/2(XXX) by which the Executive Council recommended the Assembly to apply Article 34 of the Statutes and consequently to suspend the Members of the Organization whose contribution arrears are equal to or exceed the contributions owed by such Members for four financial years and who have not, within six months, agreed with the Secretary-General on a payment plan for reimbursing these arrears,

Considering document, A/7/10(j) prepared by the Secretary-General pursuant to the above Executive Council decision,

Recognizing that Article 34 of the Statutes, which provides the sanction of suspension when a Member persists in a policy that is contrary to the fundamental aim of the Organization as mentioned in Article 3 of the Statutes, becomes applicable in the case of prolonged non-payment of obligatory contributions to the Organization's budget, such an attitude clearly constituting a policy contrary to the aims of WTO,

1. *Decides* to apply henceforward the measure of suspension provided for in Article 34 of the Statutes:

(a) when a Member of the Organization has accumulated contribution arrears in respect of any four financial years, which need not be consecutive, partial payment of contributions not preventing the measure of suspension being applied, and;

(b) when the aforementioned Member has not agreed a payment plan for the contribution arrears with the Secretary-General within a period of one year from the date of the resolution by which the Assembly noted that the measure of suspension was applicable to the Member pursuant to Article 34 of the Statutes;

...

3. *Requests* the Secretary-General to apply the present resolution and to inform each session of the Executive Council concerning its application.

Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes

3. The provisions of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes read as follows:

"13. A Member which is in arrears in the payment of its financial contributions to the Organization's expenditure shall be deprived of the privileges enjoyed by the Members in the form of services and the right to vote in the Assembly and the Council if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contributions due from it for the preceding two financial years. At the request of the Council, the Assembly may, however, permit such a Member to vote and to enjoy the services of the Organization if it is satisfied that the failure to pay is due to conditions beyond the control of the Members."

4. In this regard, at its sixth session the Assembly adopted the following resolution:

A/RES/162(VI)

The General Assembly,

...

Confirms the following provisions;

When a Full Member becomes subject to the provisions of paragraph 13 of the Financing Rules and Regulation 8(7) of the Financial Regulations, the Assembly may restore that Member's right to vote and to enjoy the services of the Organization, only on an exceptional basis, when:

1. the Member has explained the reasons for its failure to pay in writing and has requested the restoration of its rights in writing;
2. the Council finds that the circumstances are beyond the Member's control;
3. the Council and the country concerned have agreed to the measures which should be taken in order to settle the arrears."

Annex II.A: Application of Article 34 of the Statutes and paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes as of 31 December 2025 and 31 March 2026

Statement of Members subject to provisions of Article 34 of the Statutes and/or Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes
at 31 December 2025
Euros

Full Members	Para. 13	Art. 34	Years	Number of years	Arrear contributions
					EUR
<i>Total</i>					7,348,686.03
Afghanistan	X	X	81-87,89-08,10-12,14,19-24	36	845,467.91
Bolivia	X	X	83-87,89-98,19-22,24	20	575,129.57
Cameroon	X	X	20-24	5	169,592.00
Central African Republic	X	X	07-24	18	449,653.20
Chad	X	X	12-24	13	352,531.56
Djibouti	X	X	03-24	22	507,425.00
Gabon	X	X	15-24	10	546,258.56
Guinea	X	X	00, 07-09,14-22,24	14	337,549.01
Guinea Bissau	X	X	92-96, 99-24	31	726,331.55
Niger	X	X	84-87,90-07,10-11,14-17,19-	32	761,043.01
Papua New Guinea	X		23-24	2	69,344.00
Sao Tome et Principe	X	X	86-14,18-22,24	35	695,683.65
Somalia	X	X	18-24	7	195,968.00
Sudan	X	X	90-03,06-08,13-14,18-20,23-24	24	606,129.18
Togo	X		05-06,19,24	4	70,983.83
The Union of Comoros	X	X	18-24	6	134,496.00
Vanuatu	X	X	10-17, 20-24	13	305,100.00

Statement of Members subject to provisions of Article 34 of the Statutes and/or Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes
at 31 March 2026
Euros

Full Members	Para. 13	Art. 34	Years	Number of years	Arrear contributions
					EUR
<i>Total</i>					<i>8,454,048.14</i>
Afghanistan	X	X	81-87,89-08,10-12,14,19-25	37	877,651.91
Antigua & Barbuda	X		22-25	3	52,730.00
Bangladesh	X		24-25	2	110,622.00
Belarus	X		24-25	2	124,247.00
Bolivia	X	X	83-87,89-98,19-22,24-25	21	626,703.57
Cameroon	X	X	20-25	6	208,211.00
Central African Republic	X	X	07-25	19	481,837.20
Chad	X	X	12-25	14	384,715.56
Democratic People's Republic of Korea	X		23-25	3	89,970.50
Djibouti	X	X	03-25	23	536,391.00
Gabon	X	X	16-25	11	549,307.91
Guinea	X	X	00, 07-09,14-22,24-25	15	369,733.01
Guinea Bissau	X	X	92-96, 99-25	32	758,515.55
Nepal	X		24-25	2	62,123.00
Niger	X	X	84-87,90-07,10-11,14-17,19-21,23	32	761,043.01
Nigeria	X		23-25	3	160,475.26
Papua New Guinea	X		23-25	3	107,963.00
Sao Tome et Principe	X	X	86-14,18-22,24-25	36	714,993.65
Somalia	X	X	18-25	8	228,152.00
Sudan	X	X	90-03,06-08,13-14,18-20,23-25	25	644,748.18
Togo	X	X	05-06,19,24-25	5	103,167.83
The Union of Comoros	X	X	18-25	7	163,462.00
Vanuatu	X	X	10-17, 20-25	14	337,284.00

Annex II.B: Movements from previous statement of contributions due by Members subject to the provisions of Article 34 of the Statutes and/or paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes as of 31 December 2025 and 31 March 2026

Movements from previous statement of the amount due by Members subject to provisions of Article 34 of the Statutes and/or Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes
at 31 December 2025
Euros

	30/09/2025	Increase	Decrease	31/12/2025
<i>Amount due</i>	9,501,499.45	-	2,152,813.42	7,348,686.03

Movements from previous statement of the amount due by Members subject to provisions of Article 34 of the Statutes and/or Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes
at 31 March 2026
Euros

	31/12/2025	Increase	Decrease	31/03/2026
<i>Amount due</i>	7,348,686.03	1,160,243.76	54,881.65	8,454,048.14

Annex III: Members granted temporary exemption from the application of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes (resolution A/RES/783(XXVI)) as of 31 December 2025 and 31 March 2026

Members granted temporary exemption from the application of Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes
Compliance with the conditions laid down by the 26th General Assembly (A/RES/783(XXVI))
at 31 December 2025

	Arrears payment plan approval and details				Strict fulfilment of the agreed payment plan		
	GA/EC approval		Details		Payment made		
	Year	Payment made	Start from	Number of years	Year	Contribution for the year	Annual arrears
Full Member							
Cambodia	2006	Yes	2006	30	2006-2025	Yes	Yes
Gambia, Republic of the	2015	Yes	2016	15	2016-2025	Yes	Yes
Iraq	2010	Yes	2014	25	2014-2025	Yes	Yes
Kyrgyzstan	2017	Yes	2016	21	2017-2025	Yes	Yes
Lao People's Dem. Republic	2005	Yes	2005	26	2005-2025	Yes	Yes
Malawi	2023	No	2024	20	2024-2025	Yes	Yes
Turkmenistan	2023	No	2024	10	2024-2025	Yes	Yes
Uruguay	2017	Yes	2017	13	2007-2025	Yes	Yes
Venezuela	2023	Yes	2023	10	2023-2025	Yes	Yes

Members granted temporary exemption from the application of Paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes
Compliance with the conditions laid down by the 26th General Assembly (A/RES/783(XXVI))
at 31 March 2026

	Arrears payment plan approval and details				Strict fulfilment of the agreed payment plan		
	GA/EC approval		Details		Payment made		
	Year	Payment made	Start from	Number of years	Year	Contribution for the year	Annual arrears
Full Member							
Burundi	2025	No	2026	30	2026	No	No
Cambodia	2006	Yes	2006	30	2006-2025 2026	Yes No	Yes No
Ethiopia	2025	Yes	2026	10	2026	No	No
Gambia, Republic of the	2015	Yes	2016	15	2016-2025 2026	Yes No	Yes No
Iraq	2010	Yes	2014	25	2014-2025 2026	Yes No	Yes No
Kyrgyzstan	2017	Yes	2016	21	2017-2025 2026	Yes No	Yes No
Lao People's Dem. Republic	2005	Yes	2005	26	2005-2025 2026	Yes No	Yes No
Malawi	2023	No	2024	20	2024-2025 2026	Yes No	Yes No
Mauritania	2025	Yes	2025	30	2025 2026	Yes No	Yes No
Sierra Leona	2025	Yes	2022	20	2025 2026	Yes No	Yes No
Syrian Arab Republic	2025	Yes	2024	21	2025 2026	Yes No	Yes No
Turkmenistan	2023	No	2024	10	2024-2026	Yes	Yes
Uruguay	2017	Yes	2017	13	2007-2025 2026	Yes No	Yes No
Venezuela	2023	Yes	2023	10	2023-2025 2026	Yes No	Yes No

Annex IV: Excerpts of resolution A/RES/783(XXVI)

The General Assembly,

Having examined the report in document A/26/6(b) rev.2 transmitted by the Secretary-General containing updated information on the Members falling under the provisions of Article 34 of the Statutes and/or paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes,

(...)

2. Decides, in view of their compliance with the agreed payment plans during the period of reference of this document, to renew the temporary exemption from the provisions of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes and/or Article 34 of the Statutes to the Full Members Cambodia, Iraq, Kyrgyzstan, Malawi, Lao People's Democratic Republic, Gambia, Turkmenistan, Uruguay and Venezuela;
3. Ratifies the payment plans and grants temporary exemption from the provisions of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes and Article 34 of the Statutes to Full Members Sierra Leone, and Syrian Arab Republic as endorsed by the Executive Council at its 122nd and 121st sessions, respectively, as well as to Burundi, Ethiopia and Mauritania as endorsed by the 124th session of the Executive Council;

(...)

5. Grants Liberia a temporary exemption from the provisions of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes and Article 34 of the Statutes, in accordance with General Assembly resolution A/RES/162(VI), albeit making it clear that these provisions shall be reapplied to Liberia should it fail to submit a payment plan for the settlement of its arrears by 31 March 2026;
6. Also decides to maintain the temporary exemption from the provisions of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes to Full Member Uganda, as well as to Affiliate Member Adventure Travel and Trade Association (ATTA), albeit making it clear that these provisions will be reapplied to these Members if they are not up to date with their payment plans by 1 April 2026;

(...)

8. Establishes the following conditions for the Members requesting temporary exemption from the provisions of paragraph 13 of the Financing Rules attached to the Statutes and which propose payment plans to settle their arrears in instalments: (i) to discharge the contribution corresponding to the present year before the General Assembly session at which their case is reviewed, and (ii) strict observance of the plan agreed for the settlement of arrears